

6 ERREURS SUR L'EUROPE ET L'EURO

Dans le cadre de la présidentielle, les choix économiques portés par les candidats sont très différents et auront un impact majeur sur le redressement ou le déclin de la France et de l'Europe, sur l'emploi et sur le pouvoir d'achat des Français.

Il est urgent qu'un débat de fond sur les réformes économiques et sociales puisse réellement avoir lieu à l'occasion de cette campagne électorale. Il s'agit de choisir une ambition pour notre pays et un destin commun à tous les Français dans l'Europe et dans le monde.

Nous ne pouvons malheureusement que constater que ce débat fondamental est aujourd'hui occulté ou que de fausses idées, en apparence séduisantes, circulent et peuvent séduire. Certains s'obstinent à vouloir s'affranchir des réalités économiques en ayant recours à la pensée magique.

Or l'économie a des règles qui s'imposent. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a rien à faire pour nos politiques. Au contraire. Mais si on veut être efficace et gagner collectivement, il faut d'abord comprendre les règles et jouer au mieux, et non pas rester sur le banc de touche en voulant changer le règlement.

1^e

ERREUR : « L'EURO DESSERT NOTRE ÉCONOMIE. »

- L'euro est la monnaie commune à 340 millions d'habitants et 19 pays européens. Cela en fait la deuxième monnaie au monde derrière le dollar américain.
- L'euro (et l'Europe) permet à nos entreprises de toucher facilement 340 millions de consommateurs (contre 65 millions en France).
- D'ailleurs, nous réalisons 60 % de notre commerce extérieur dans la zone euro.
- Pour tous nos exportateurs, l'euro est donc un avantage qui les met à l'abri des fluctuations, coûts et risques de change.
- L'euro est donc un plus pour notre économie.

2^e

ERREUR : « LES FRANÇAIS ONT PERDU DU POUVOIR D'ACHAT À CAUSE DE L'EURO. »

- Le pouvoir d'achat des Français a continué d'augmenter après le passage à l'euro.
- Il décélère après la crise financière mondiale de 2008.
- De 2008 à 2012, la fiscalité sur les ménages et les entreprises a très fortement augmenté, dans un contexte de faible inflation et de stagnation des salaires. C'est donc surtout la hausse des prélèvements obligatoires en France qui explique en grosse partie la baisse du pouvoir d'achat réel des Français.

3^e

ERREUR : « NOTRE ÉCONOMIE NE PEUT PAS VIVRE AVEC UNE MONNAIE FORTE. »

- Les Allemands savent gérer une monnaie forte car ils sont positionnés sur la « qualité ».
- Accuser l'euro d'être surévalué, c'est surtout une excuse pour ne pas faire les réformes indispensables, notamment la baisse des charges pesant sur les entreprises.
- Nos entreprises payent 100 milliards de charges et impôts de plus que les entreprises allemandes avec la même monnaie. Là est le véritable problème.

- Ces prélèvements obligatoires supplémentaires absorbent les marges des entreprises françaises et les empêchent d'investir pour monter en gamme.
- Si nous avions les mêmes charges, nous serions capables de faire aussi bien que nos concurrents allemands, voire mieux.
- Considérer que la sortie de l'euro permettrait de gérer en partie notre compétitivité, c'est créer un rideau de fumée plutôt que de s'attaquer aux vrais problèmes, ceux du niveau de la dépense publique et des charges trop importantes.

4e

ERREUR : « LA RÈGLE DE STABILITÉ (3 %) REMET EN CAUSE LA LIBRE GESTION DE NOS FINANCES PUBLIQUES. »

- L'introduction de l'euro était accompagnée d'un mécanisme de stabilité et de règles de bonne gestion budgétaire et fiscale, dont cette règle censée limiter nos déficits budgétaires à moins de 3 % de notre PIB. Ces règles devaient permettre de prévenir les excès et les dérives de nos gouvernements.
- Hélas, la France n'a respecté ces règles qu'une seule fois en 15 ans !
- Résultat : notre dette atteint 96 % du PIB en 2017, contre 60 % en 2002, date d'introduction de l'euro. L'Allemagne passe de 59,2 % en 2002 à 68,2 % en 2016.
- Ainsi, c'est le non-respect de cette règle de stabilité qui cause aujourd'hui nos problèmes.
- On ne peut pas agir sans tenir compte de notre endettement aujourd'hui comme nous l'avons fait durant les 15 dernières années.
- Ceux qui ne veulent pas respecter la règle des 3 % veulent juste continuer une politique de fuite en avant suivie depuis plusieurs années par nos différents politiques. Un tel comportement revient à faire payer les dépenses d'aujourd'hui par les générations futures, ce qui est irresponsable.

5e

ERREUR : « SORTIR DE L'EUROPE SIMPLIFIERA NOS RÉGLEMENTATIONS ET NOS NORMES ! »

- L'objectif de l'Europe est d'harmoniser ou de rendre équivalentes les règles pour que nos produits et services puissent être vendus sans entrave partout sur le continent. Cela a permis la croissance de notre commerce extérieur ces dernières années.
- L'activité réglementaire de l'Europe s'est fortement réduite depuis quelques années. L'Union européenne produisait en moyenne 130 directives par an entre 2010 et 2014. Ce chiffre est tombé à 21 en 2017.
- Le problème est que les réglementations européennes font souvent l'objet de surenchères nationales au moment de leur passage dans le droit français. Le Parlement et l'administration ajoutent des règles aux règles et accusent ensuite Bruxelles.
- Ce n'est pas l'Europe qui a inventé le code du Travail à 3000 pages, le dispositif pénibilité, les règles fiscales qui changent tout le temps, le dispositif écotaxe...

6e

ERREUR : « L'EUROPE PERMET LE DUMPING SOCIAL (PAR EXEMPLE, DIRECTIVE SUR LES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS). »

- La construction européenne permet la libre circulation des biens et des personnes.
- Le détachement des travailleurs est donc en soi un dispositif sain qui ouvre les possibilités de travail aux citoyens.
- D'ailleurs, plus de 280 000 Français sont des travailleurs détachés dans les pays frontaliers.
- Le problème actuel est l'absence de règles communes fiscales et sociales. La directive est donc un moyen de pallier ce problème. Elle organise le travail détaché afin d'éviter les excès.
- Il ne s'agit donc pas de supprimer cette directive, mais de rendre son application plus efficace et d'engager enfin des convergences fiscales et sociales entre les pays européens.
- Ce qui pose problème actuellement, ce sont les fraudes, donc le non-respect des règles européennes (et françaises). Cela pénalise d'abord les entreprises françaises qui jouent le jeu et respectent les règles.
- Supprimer la directive n'empêchera pas les fraudes.